

15/07/2003



Communiqué de presse PAL/1957

LE SEMINAIRE SUR L'ASSISTANCE AU PEUPLE PALESTINIEN ANALYSE LES PRIORITES POUR L'ASSISTANCE HUMANITAIRE ET ECONOMIQUE

L'UNRWA indique n'avoir reçu que trois millions de dollars sur les cent trois millions demandés lors de son dernier appel de contributions

GENEVE, 15 juillet -- Le Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien a examiné cet après-midi, dans le cadre d'un groupe de travail, les priorités dans le domaine de l'assistance humanitaire et économique au peuple palestinien. L'appui aux besoins budgétaires de l'Autorité palestinienne, le rétablissement des services essentiels, le relèvement de l'infrastructure matérielle et la remise en culture des terres agricoles, la lutte contre le chômage et la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie des réfugiés palestiniens, ainsi que le relèvement du secteur privé ont été identifiés comme devant figurer au rang des priorités de l'assistance au peuple palestinien.

M. Richard Cook, Directeur des opérations au Bureau de Cisjordanie de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), a salué la capacité de résistance fantastique de la population palestinienne mais a fait observer que cette résistance semble marquer le pas, faute de pouvoir toujours autant compter sur les outils sur lesquels elle s'appuyait traditionnellement, à savoir l'entraide, le soutien familial, le crédit ou encore la vente de propriétés. M. Cook a indiqué que suite à son appel de contributions lancé il y a un mois, l'UNRWA n'a reçu que trois des cent trois millions de dollars demandés.

Le Chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Jérusalem, M. David Shearer, a souligné la gravité de la situation qui dans les territoires occupés. En conséquence des mesures prises par Israël, environ 60% des Palestiniens vivent désormais en-deçà du seuil de pauvreté.

Le représentant de la Palestine a pour sa part insisté sur la nécessité d'accorder toute la protection voulue à tous ceux qui travaillent dans les territoires occupés. Il a en outre souligné qu'il fallait mettre un terme à l'occupation israélienne et prendre les mesures qui permettront aux Palestiniens de construire une économie solide.

M. Danny Rubinstein, chroniqueur au journal Ha'aretz de Jérusalem, a fait observer qu'actuellement, trois à quatre cent mille personnes en provenance du monde entier travaillent en Israël alors que ses voisins palestiniens meurent de faim. L'État d'Israël aujourd'hui peut être qualifié d'État d'apartheid, a-t-il affirmé. C'est pourquoi tout le monde est d'accord désormais qu'il faut deux États pour deux peuples; il n'y a pas d'autre option, a-t-il ajouté.

Le Président du Comité des questions relatives au Moyen-Orient de l'Union interparlementaire, le député norvégien M. Finn Martin Vallersnes, a souligné que seule une aide financière internationale d'urgence a permis d'éviter l'effondrement total de l'Autorité palestinienne. Les principaux objectifs de l'assistance à la zone palestinienne sont de réduire la pauvreté par le développement économique et social; de créer un État palestinien; ainsi que de créer les conditions propices à une relance du processus de paix.

Mme Marie-Anne Coninx, Ministre conseiller et Chef de la Section ONU à la délégation permanente de la Commission européenne à Genève, a quant à elle fait savoir que l'assistance budgétaire à la Palestine est la plus importante accordée par l'Union et doit permettre à l'Autorité palestinienne de constituer son gouvernement et devenir un partenaire résolument engagé sur la voie de la paix. L'ampleur de la crise humanitaire actuelle justifie pleinement cette aide, a-t-elle ajouté.

M. Abdelaziz Abu Ghoush, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), a rappelé que depuis sa création, l'OCI n'a eu de cesse que de venir en aide au peuple palestinien, notamment par le biais de diverses institutions créées à l'issue du Sommet arabe du Caire en octobre 2000.

Mme Donna Baranski-Walker, Directrice de la Campagne mondiale pour la reconstruction des foyers palestiniens, a pour sa part souligné que les démolitions de maison procèdent d'actions militaires mais aussi de décisions administratives invoquant l'absence de permis de construire. Or, sans permis, il n'y a pas de moyen de financer la construction d'une maison car aucune banque n'acceptera d'accorder un crédit, a-t-elle souligné.

Au cours de l'échange de vues qui a suivi ces déclarations liminaires, les représentants de l'Égypte, de la Jordanie et de la Fédération de Russie sont intervenus.

Ont aussi pris la parole les représentants du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), de la Ligue des États arabes et de l'Union postale universelle (UPU), ainsi que les représentants *Gush Shalom*, de l'Institut palestinien de recherche en politique économique, du Centre palestinien pour les femmes, du Centre pour les droits de l'homme à Gaza et du *Palestinian Return Center* de Londres.

En début d'après-midi, avant que ne débutent les travaux du Groupe de travail, une représentante du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), qui n'avait pu intervenir ce matin dans le débat général, a fait une déclaration.

Demain matin, à 10 heures, le Séminaire tiendra sa troisième et dernière séance, qui sera consacrée à la question suivante «les

perspectives: élaboration de stratégies pour l'économie palestinienne». Suivra, à partir de 12 heures 30, une séance de clôture du Séminaire.

Déclaration dans le cadre du débat général

MME SYLVIE LACROUX (Programme des nations unies pour les établissements humains - ONU/Habitat) s'est félicitée de l'importance accordée par la communauté internationale à la question de l'habitat dans le cadre du problème palestinien. Elle s'est également félicitée de l'approbation de la l'établissement d'un programme spécial relatif à la question de l'habitat du peuple palestinien : un fonds permanent sera ainsi établi. Les donateurs et les organismes des Nations Unies doivent maintenant dégager les ressources qui permettront au programme d'être mis en œuvre.

La représentante d'Habitat a déclaré que les conditions de logement dans les territoires palestiniens se sont gravement détériorées et que le manque de logement actuel atteint un véritable niveau de pénurie. Plusieurs années seront nécessaires au redressement de la situation, à moins que des mesures très énergiques soient prises. Le programme proposé visera précisément à répondre au double objectif du développement et de la résolution des problèmes urgents, notamment en matière de logement. Le volet développement pourrait être mené en coordination avec les autres institutions spécialisées déjà à l'œuvre dans ce domaine. Avec l'appui d'Habitat, il sera possible de contribuer à la paix en améliorant les conditions de vie dans les territoires palestiniens.

Déclarations liminaires dans le cadre du groupe de travail sur les priorités dans le domaine de l'assistance humanitaire et économique

M. Abdelaziz Abu Ghoush, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), a rappelé que depuis sa création, l'OCI n'a eu de cesse que de venir en aide au peuple palestinien, notamment par le biais du Fonds Al-Quds créé en mai 1976 et originellement doté de 100 millions de dollars. Ce Fonds est géré par un conseil d'administration composé de cinq membres et présidé par le Roi du

Maroc. Le Secrétaire général adjoint de l'OCI a également fait part des travaux réalisés par l'agence Bayt Mal Al-Quds Al-Sharif, créée en 1995 et dont l'objectif est de sauver la ville d'Al-Quds Al-Sharif, de protéger les droits des Palestiniens dans cette ville, de soutenir la résistance de la population palestinienne de cette ville et de sauvegarder l'héritage religieux, culturel et architectural de la ville.

M. Abdelaziz Abu Ghoush a par ailleurs exposé les actions menées par la Banque de développement islamique qui a commencé ses activités en Palestine en 1976, en intervenant surtout dans les domaines de la santé, de l'éducation et du bien-être social. Il a également rappelé l'existence des fonds Al-Quds et Al-Aqsa créés à l'issue du Sommet arabe du Caire d'octobre 2000, sur proposition de l'Arabie saoudite.

M. FINN MARTIN VALLERSNES, Président du Comité chargé des questions relatives au Moyen-Orient à l'Union interparlementaire, a souligné que le revenu national brut dans les territoires palestiniens occupés a notamment baissé de 40% par rapport à 2000, le revenu par habitant ayant chuté quant à lui de 50%. Cinquante pour-cent de la main-d'œuvre est au chômage. Le budget de l'Autorité palestinienne demeure précaire, et son effondrement n'a pu être évité que grâce à une aide internationale d'urgence. Plus de 75% de la population de la bande de Gaza est actuellement déshéritée, et 13% souffre de malnutrition aiguë. Dans ce contexte, les principaux objectifs de l'assistance à la zone palestinienne sont d'aider à réduire la pauvreté par le biais du développement social et économique, fonder un État palestinien et instaurer une société démocratique et créer les conditions susceptibles de relancer le processus de paix. Pour parvenir à réduire la pauvreté, il importe de continuer à appuyer l'éducation, en améliorant l'accès, en particulier pour les filles, et la qualité, ainsi que les services de santé.

Il importe au plus haut point que l'Office des secours et des travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNWRA) et d'autres rouages du système des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales palestiniennes et israéliennes, poursuivent leurs activités d'assistance sur le terrain, a poursuivi M. Vallersnes. Il importe également que l'Autorité palestinienne soit pleinement reconnue comme une autorité centrale dûment mandatée. La contribution la plus importante que les donateurs peuvent apporter à court terme pour soutenir l'économie, les structures nécessaires à un État et le

bien-être de sa population est une aide budgétaire adéquate. Les progrès enregistrés dans le cadre du programme de réformes de l'Autorité palestinienne devraient également satisfaire les parlements européens, qui craignent que les contributions de l'Union européenne ne soient détournées pour financer les attaques contre Israël.

L'économie palestinienne, quoique ravagée, fonctionne toujours, notamment grâce à l'aide financière des donateurs, a observé le représentant de l'Union interparlementaire. La société palestinienne elle-même a fait preuve d'une cohésion et d'une capacité d'adaptation extrêmes, en dépit de la violence et des difficultés économiques. La situation s'est toutefois détériorée ces dernières années. Les taux de chômage énormes auraient détruit toute autre société. Les capitaux industriels et humains s'effritent. Les fonds des donateurs peuvent atténuer les crises mais ne sont pas une solution en soi. Il faut un cadre convenu permettant de progresser politiquement. Voilà une autre raison de favoriser le succès de la Feuille de route.

M. Danny Rubinstein, chroniqueur au journal Ha'aretz (Jérusalem), précisant qu'il couvre en tant que journaliste le conflit israélo-palestinien depuis 1967, a assuré que l'on se trouve aujourd'hui dans la situation la plus difficile que l'on n'ait jamais connue. Il a indiqué qu'il ne rejetait pas l'expression de dépendance coloniale que certains ont employée ce matin pour décrire la situation des territoires palestiniens. Auparavant, dans les années 1970, un tiers des Palestiniens travaillaient en Israël et les Palestiniens jouissaient de la liberté de mouvement. Quoique dépendante, l'économie palestinienne était florissante dans les années 1970/80, a-t-il insisté. Puis, Israël a engagé une politique de séparation entre Israël et les territoires palestiniens. Les Palestiniens ont alors perdu leur liberté de mouvement vers Israël. Actuellement, trois à quatre cent mille personnes en provenance du monde entier travaillent en Israël alors que nos voisins palestiniens meurent de faim, a-t-il fait observer.

À l'heure actuelle, on peut dire de l'État d'Israël que c'est un État d'apartheid, a affirmé M. Rubinstein. C'est pourquoi tout le monde est d'accord désormais pour dire qu'il faut deux États pour deux peuples; il n'y a pas d'autre option, a-t-il estimé. Il a estimé qu'en l'état actuel des choses, Israël devrait avant tout permettre aux Palestiniens de revenir travailler en Israël, faute de quoi il ne servira à rien de parler d'aide ou de droits civils.

Il faut en outre qu'Israël démantèle toutes ses colonies, a ajouté M. Rubinstein.

MME MARIE-ANNE CONINSX, Ministre-conseiller, Chef de la section ONU à la Délégation permanente de la Commission européenne, a relevé l'importance de la feuille de route pour la résolution du conflit israélo-palestinien, et l'importance de l'appliquer de bonne foi. Il faut travailler main dans la main pour rétablir l'économie palestinienne. Le rôle de la Commission européenne réside notamment dans l'assistance financière qu'elle accorde à la Palestine. Cette aide concerne six domaines principaux : l'appui aux efforts de réforme, l'assistance au secteur privé, l'aide au secteur de la santé, l'action en faveur de l'éducation supérieure, les améliorations des conditions de vie et l'appui à la société civile dans ses efforts de résolution de la crise. L'Union européenne s'efforce d'équilibrer ses efforts à court et à long terme, par l'intermédiaire de l'aide financière directe et d'un accord de commerce intérimaire passé avec la Palestine.

L'assistance financière à la Palestine est la plus importante accordée par l'Union, pour un montant de 320 millions d'euros en 2002 (le budget total de l'Union pour l'assistance budgétaire est de 450 millions d'euros). L'ampleur de cette assistance se justifie pleinement. Elle doit permettre à l'Autorité palestinienne de constituer son gouvernement et devenir un partenaire résolument engagé sur la voie de la paix. L'ampleur de la crise humanitaire actuelle justifie également cette aide, notamment compte tenu des bouclages et de la construction du mur de séparation par Israël. Les conséquences de l'érection de ce mur, à savoir la création de véritables enclaves palestiniennes, préoccupent vivement l'Union, qui a demandé aux autorités israéliennes de mettre un terme à sa politique d'occupation.

L'Union européenne appuie d'autre part l'action de l'UNRWA. L'aide qu'elle fournit à l'Autorité palestinienne est conditionnée par l'adoption de réformes administratives et judiciaires, de renforcement des principes démocratiques. L'Union fournit également une assistance au secteur privé, ainsi qu'une aide directe aux autorités pour le paiement des arriérés des petites et moyennes entreprises. Il faut en définitive stabiliser les conditions sur le terrain et créer ainsi un environnement favorable aux entreprises et à l'activité économique en général. Il faut cependant

déplorer que certaines initiatives économiques de l'Union sont rendues inopérantes par les blocages imposés par les forces israéliennes.

Le Chef du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Jérusalem, **M. David Shearer**, a rappelé qu'OCHA intervient généralement dans des situations de crise. Aussi, le fait que le Bureau travaille actuellement dans les territoires occupés témoigne de la gravité de la situation qui y prévaut. De toute évidence, cette crise n'est pas seulement une crise humanitaire; c'est une crise politique avec des conséquences humanitaires, a déclaré M. Shearer. La réponse d'Israël aux menaces sécuritaires a été de renforcer son occupation, notamment en renforçant sa politique de bouclage des territoires palestiniens, en érigeant un nouveau mur de séparation et en implantant des colonies, a-t-il rappelé.

M. Shearer a souligné que le rythme de destruction de maisons palestiniennes, qui était d'une trentaine de maisons détruites en moyenne mensuelle durant la période allant de septembre 2000 à décembre 2002, dépasse désormais les 74 maisons détruites chaque mois. Il a en outre fait observer qu'environ 60% des Palestiniens vivent désormais en-deçà du seuil de pauvreté contre 21% avant le mois de septembre 2000.

M. RICHARD COOK, Directeur des opérations au Bureau de Cisjordanie de l'Office des secours et des travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), a déclaré que la situation sur le terrain était la pire qu'il ait vue depuis des années. Les réfugiés représentent 50% de la population des territoires occupés. Au sein de la société palestinienne, ces réfugiés sont les plus vulnérables. Ils n'ont pas de terre et plus de travail en Israël. Le chômage élevé a engendré davantage de pauvreté chez les réfugiés (environ 50% de la population). La capacité de résistance des Palestiniens, la solidarité dont ils savent témoigner, commencent à s'effriter. Les camps de réfugiés ont vu des actions violentes et les bouclages ont frappé la bande de Gaza, dégradant encore plus une situation déjà difficile. Les problèmes sont d'ordre non seulement économique, mais aussi social et psychologique. Il est à cet égard certain que des effets résiduels se feront sentir sur la population palestinienne au cours des prochaines années, telles que les maladies chroniques.

L'UNRWA aurait, selon certains, créé une dépendance parmi les réfugiés. Ceci est faux mais il est par contre vrai que certaines personnes autrefois indépendantes n'arrivent aujourd'hui plus à joindre les deux bouts. La demande d'aide ne cesse de croître, mais les fonds de l'UNRWA sont insuffisants pour y faire face. L'accès aux services sanitaires est menacé, de même que l'éducation. Les enfants vivent dans une insécurité totale, et subissent des traumatismes psychologiques, ainsi que sur la malnutrition... Les effets de ces traumatismes sont imprévisibles. Ils menacent les petits Palestiniens comme les petits Israéliens.

L'UNRWA aide des réfugiés et d'autres personnes encore de la meilleure manière possible, mais les besoins d'assistance grandissent sans cesse. Depuis le début du conflit, l'UNRWA lance des appels réguliers aux donateurs. Cette année, seuls trois millions de dollars ont pu être récoltés, en regard des 103 millions demandés. Ces fonds sont insuffisants pour satisfaire les besoins minimaux de la population et des activités ont dû être supprimées. L'aide alimentaire a été dispensée régulièrement à 220'000 familles. Cependant les stocks seront épuisés fin septembre, sans possibilité de les reconstituer. Les services médicaux sont également hors d'accès pour un grand nombre de réfugiés, et l'UNRWA doit donc faire face à une demande énorme. Enfin, outre cette dégradation générale des conditions de vie dans les territoires palestiniens, M. Cook a déploré que de nombreux collaborateurs de l'UNRWA aient été tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Mme Donna Baranski-Walker, Directrice de la Campagne mondiale pour la reconstruction des foyers palestiniens, a salué les efforts de ceux qui œuvrent à la reconstruction de leurs maisons démolies et a lancé un appel en faveur du soutien à ces efforts. Elle a indiqué que les méthodistes du Minnesota figurent au nombre de ceux qui ont déjà apporté une aide à cet égard. Elle a mis l'accent sur la nécessité d'aller au delà de la reconstruction maison après maison pour aborder plus globalement la question de la reconstruction. Mme Baranski-Walker a souligné que les démolitions de maison procèdent d'actions militaires mais aussi de décisions administratives invoquant l'absence de permis de construire afin d'empêcher des populations de s'installer sur des terres qui leur appartiennent pourtant depuis longtemps. Sans permis, il n'y a pas de moyen de financer la construction d'une maison car aucune banque n'acceptera d'accorder un crédit. C'est là qu'intervient la Campagne mondiale pour la reconstruction des foyers palestiniens, en finançant de telles (re)constructions.

Environ 35% de la population de Jérusalem est palestinienne mais les autorités israéliennes veulent réduire cette proportion à 25%, ce qui implique de faire en sorte que les Palestiniens ne s'installent pas dans cette ville, a expliqué Mme Baranski-Walker. Elle a indiqué que la Campagne qu'elle dirige entend parvenir à construire 32 maisons la première année et une cinquantaine la deuxième, pour atteindre l'objectif de 250 maisons (re)construites durant les trois premières années.

Échange de vues

Le représentant de *Gush Shalom* (le bloc de la paix) a rappelé que l'économie israélienne est également touchée par les événements : les conditions se durcissent en effet aussi pour la société israélienne, avec précarité et augmentation du chômage. La politique d'intimidation menée par Israël contre les Palestiniens a échoué. Le monde des affaires souhaite maintenant la paix et demande que la pression sur l'économie palestinienne soit relâchée. La bourse de Tel Aviv réagit d'ailleurs fortement aux aléas de la Feuille de route. Il y a là matière à un relatif optimisme, a-t-il estimé.

Le représentant de l'Égypte a demandé à M. Rubinstein si le Gouvernement israélien était prêt à prendre les «mesures exceptionnelles» qui s'imposent pour débloquer la situation en Palestine. D'autre part, quel est l'état de la scène politique israélienne, en particulier la gauche et le mouvement pacifiste?

La directrice de l'Institut palestinien de recherche en politique économique a déclaré que mettre un terme à l'occupation était la seule manière de permettre au peuple palestinien de sortir du marasme.

La représentante de Centre palestinien pour les femmes a évoqué l'incidence de l'agression israélienne sur les civils palestiniens, mais déploré que l'on ne se préoccupe pas de l'incidence spécifique pour les

femmes palestiniennes. Il faut lancer des programmes qui leur soient consacrés, et intégrer les femmes dans les processus de réformes.

Le représentant du Centre des droits de l'homme (Gaza) a rappelé que tous les territoires sont soumis à des lois d'exception : ce sont en effet des zones militaires. Il faut appeler à la suppression de ce régime particulier. Les dons de la communauté internationale auraient dû servir à la construction d'infrastructures. Ces fonds ne pouvaient cependant pas compenser toutes les pertes subies par la société palestinienne. Il n'y a pas eu assez de pressions exercées sur les gouvernements israéliens successifs. Tous les États ont en fait l'obligation juridique de protéger les civils palestiniens et la feuille de route actuellement mise en avant n'est en fait qu'un retour à la case départ, a-t-il estimé.

Le représentant du Palestinian Return Center de Londres a relevé que les donateurs se faisant rares, il conviendrait peut-être de revenir à la notion d'indemnisation. L'UNRWA pourrait exiger une telle indemnisation de la part de l'occupant israélien.

Le représentant de la Palestine a déploré l'incapacité de la communauté internationale à protéger les fonctionnaires de l'UNRWA qui sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions. Un projet de résolution dans ce sens a malheureusement été bloqué. Une campagne de blocage a été lancée par l'occupant israélien; certains diplomates eux-mêmes ont été empêchés d'accéder à Gaza. Quant aux mesures exceptionnelles évoquées par M. Rubinstein pour débloquer la situation, l'ambassadeur estime qu'elles dépendent de la fin de l'occupation qui permettra à son tour d'améliorer la situation des Palestiniens.

S'agissant de la question des indemnités et des réparations, M. COOK a mis l'accent sur la nécessité de distinguer les dommages aux propriétés causés par Israël et ceux causés par les entraves à la libre-circulation. Il a néanmoins rappelé que l'UNRWA est une organisation purement humanitaire qui ne participe pas à des négociations de nature politique.

MME BARANSKI-WALKER a souligné que les femmes sont particulièrement affectées par les démolitions de maison car les foyers sont particulièrement importants pour la vie de la famille. Elle a fait observer que la reconstruction d'une maison n'implique pas nécessairement une sécurité absolue car des ordres de démolition peuvent toujours intervenir. Elle a admis que les bouclages des territoires occupés semblent constituer le problème essentiel auquel se heurte le développement socioéconomique de ces territoires. Il n'en demeure pas moins qu'une condamnation pure et simple n'apporte rien car elle ne permet pas de rapprocher les populations; or, c'est précisément un tel rapprochement des populations qui s'avère aujourd'hui plus nécessaire que jamais.

M. RUBINSTEIN a fait observer que nombreux sont ceux qui pensent que le camp de la paix s'est effondré après Camp David. Mais la véritable question est de savoir si le Gouvernement israélien actuel est disposé à prendre des mesures exceptionnelles et à faire un geste exceptionnel. Le représentant de *Gush Shalom* a par ailleurs relevé que l'on entend beaucoup parler de ce qu'Israël doit faire, mais il semble que les Palestiniens ne soient pas non plus disposés à prendre des mesures exceptionnelles car ils ne semblent pas prêts à renoncer au droit au retour. Si le droit des Palestiniens au retour était exercé, il n'y aurait en effet plus d'État israélien puisque les réfugiés palestiniens sont quatre millions, a souligné M. Rubinstein.

M. VALLERSNES a jugé ce séminaire particulièrement intéressant car il montre l'articulation des liens importants qui existent entre les mesures à prendre.

MME CONINSX a affirmé que les mesures exceptionnelles dont certains ont parlé permettraient d'avancer, mais que des petits pas peuvent aussi permettre de faire des progrès. Ce qui compte, c'est le consensus entre les parties. C'est pourquoi la Feuille de route est si importante.

Les crimes de guerre perpétrés contre le peuple palestinien doivent être pris au sérieux par la communauté internationale et faire l'objet de sanctions appropriées, a insisté M. GHOSH. Il faut en outre procéder au démantèlement des colonies.

M. SHEARER a pour sa part mis l'accent sur la nécessité de mettre fin à la politique israélienne de bouclage des territoires palestiniens. Si une mesure exceptionnelle devait être prise, ce serait bien celle-là.

La représentante de la Jordanie a exprimé son soutien au rôle joué par OCHA et a remercié le représentant de l'Union européenne pour les efforts entrepris. Elle a également salué l'initiative que constitue la Campagne mondiale pour la reconstruction des foyers palestiniens. Elle a par ailleurs jugé inacceptable le commentaire de M. Rubinstein demandant aux Palestiniens de renoncer à leur droit au retour.

Le représentant de la Fédération de Russie s'est dit d'accord avec M. Shtayyeh qui a affirmé que la condition essentielle pour la restauration de l'économie palestinienne réside dans la restauration de la paix. Des efforts énormes sont déployés dans ce sens et le Ministre russe des affaires étrangères se trouve actuellement au Moyen-Orient où il a rencontré il y a deux jours le Président Arafat. Il a également rencontré M. Abbas et se trouve actuellement en Syrie, avant de se rendre au Liban et en Égypte. Selon la Fédération de Russie, toute solution du conflit israélo-palestinien doit se fonder sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité ainsi que sur la résolution 1397, sur les principes de Madrid et sur l'initiative saoudienne approuvée lors du Sommet arabe de Beyrouth il y a un an.

Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a déclaré que son organisation œuvrait, dans les territoires occupés, selon un axe humanitaire et selon un axe de développement. La première est indispensable eu égard aux politiques de bouclage, notamment suite aux incursions dans les territoires palestiniens. Ces efforts sont coordonnés avec ceux du Programme alimentaire mondial et ceux de l'UNRWA. Des produits alimentaires ont été fournis, de même que des couvertures. En ce qui concerne les efforts de développement, l'action doit se poursuivre, avec un même objectif, le développement durable. Il faut développer les capacités des ministères et des autorités locales. Une autre activité concerne l'eau, en partenariat avec les Palestiniens. La construction d'infrastructures est également importante; deux nouveaux hôpitaux sont en cours de construction avec des fonds japonais et italiens, d'autres sont en cours de réhabilitation. Le PNUD aide l'Autorité palestinienne et travaille aux préparatifs des élections

présidentielles qui n'ont pu se tenir jusqu'ici. Le PNUD renforce enfin le secteur productif palestinien, avec notamment une action en faveur de l'agriculture (construction de routes et plans d'irrigation) et des programmes de création d'emplois.

Le représentant de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) a relevé l'espoir suscité par l'application de la Feuille de route, plan renforcé par la nomination de M. Mahmoud Abbas au poste de premier ministre. Il faut toutefois déplorer les actions violentes menées par Israël, qui entraînent des pertes colossales pour l'économie palestinienne. Tous les secteurs économiques palestiniens ont été touchés, et les ressources de l'Autorité palestinienne sont au plus bas. La population palestinienne s'est appauvrie dans des proportions inquiétantes. L'OCI appelle la communauté internationale à augmenter son aide au peuple palestinien. La violence se nourrit en effet de la misère et il faut mettre un terme à ce cycle.

Le représentant de la Ligue des États arabes a relevé que les activités opérationnelles des Nations Unies souffrent certes d'un manque de moyens, mais que ces problèmes sont décuplés par les obstacles posés par Israël, notamment en ce qui concerne la redistribution des fonds récoltés. Israël dénie aux Palestiniens le droit de revendiquer leur autonomie, droit pourtant garanti par les traités internationaux. Israël, puissance occupante, devrait garantir, sinon améliorer, les possibilités économiques des populations sous sa domination. Or, c'est tout le contraire qui se produit dans les territoires occupés, et l'on assiste à une véritable discrimination à l'encontre des Palestiniens. Malgré cela, les Palestiniens veulent la paix, de même que la communauté internationale. Ce sont bien plutôt les atermoiements du Gouvernement Sharon qui nous éloignent d'une paix possible.

Le représentant de l'Union postale universelle a déclaré que, compte tenu des besoins palestiniens en matière postale, son organisation s'associe aux efforts internationaux de reconstruction et s'engage à classer la Palestine dans le groupe prioritaire de l'assistance technique qui sera défini par le prochain congrès de l'UPU en 2004.

* *** *

